

L'inexorable déclin de la social-démocratie européenne

JOSSELINE ABONNEAU
jabonneau@lefigaro.fr

RÉGULIÈREMENT au pouvoir depuis la Seconde Guerre mondiale, la social-démocratie européenne voit son influence décliner. Un processus quasi inéluctable selon Fabien Escalona* dont l'étude publiée aux Éditions L'Harmattan** analyse les métamorphoses.

Cette force politique née en Europe dans un contexte de développement de la contestation du capitalisme a d'abord été sous l'influence des doctrines socialiste, marxiste, jacobine, républicaine. Confrontés au laisser-faire libéral et à l'attentisme marxiste qui ne proposaient pas de solution concrète et immédiate à la crise de 1929, les sociaux-démocrates refusent d'en attendre l'effondrement pour agir ; ils affichent un projet démocratique d'encadrement politique de l'économie capitaliste.

Rapidement ces « anticapitalistes » s'intègrent dans les régimes représentatifs dont ils ne contestent plus l'économie capitaliste. Bien au contraire, ils s'y

adaptent, cédant des pans entiers de l'identité initiale de la social-démocratie : renoncement à la lutte de classes, abandon de l'internationalisme qui transforme la formation en parti national, refus du basculement du système capitaliste, adhésion à l'économie de mar-

Les sociaux-démocrates se contentent de jouer les brancardiers de la guerre économique se déployant dans l'Union européenne et le monde

FABIEN ESCALONA

ché et rupture avec le marxisme en 1959 (congrès du SPD du Bad Godesberg), enfin adhésion au libéralisme de la gauche américaine.

Le modèle politique social-démocrate s'est épanoui dans les pays de l'Europe du Nord et du centre (Grande-Bretagne, Irlande, pays scandinaves, Allemagne, Autriche) où il est à son apogée jusqu'aux années 1970.

Puis, l'absence de projet européen des sociaux-démocrates, leur homogénéisation avec les Partis socialistes du Sud et

l'intégration de ceux de l'Est sur base identitaire faible, la transformation sociologique de leur électorat (urbanisés, diplômés) au détriment des couches populaires et moyennes accélèrent leur déclin électoral des partis sociaux-démocrates dans les deux dernières décennies. « Plus

qu'une idéologie, la social-démocratie résulte d'une forte cohérence entre une organisation partisane ayant des liens étroits avec les syndicats et les associa-

tions, avec un électorat mêlant ouvriers et classes moyennes, et offrant des structures de négociations collectives et des politiques publiques performantes. »

Selon Sheri Bernam, professeur de science politique, « la primauté du politique » à maîtriser le capitalisme à l'échelon national a installé pendant quarante ans l'âge d'or de la social-démocratie.

À l'aube des années 1980, la socialisation du marché de l'emploi, objectif principal du début des années 1920 de la formation anticapitaliste, est réalisée.

« Les objectifs classiques de la social-démocratie, note Fabien Escalona, en dehors du remplacement du capitalisme, étaient quasiment tous atteints : le suffrage universel basé sur toute démocratie représentative, la politique de plein-emploi, la consommation et l'État social y sont légitimés y compris chez les forces politiques adverses. » En somme, la social-démocratie n'avait plus de raison d'être...

À la différence des autres grandes formations politiques (démocrates, libéraux etc.), c'est un canard sans tête qui va affronter les crises économiques, la mondialisation remettant en cause les acquis sociaux de quarante ans de domination sociale-démocrate.

Après la période de méfiance des années 1950, les partis sociaux-démocrates se tournent vers l'Europe pour mener à l'échelon européen leurs politiques interventionnistes orientées vers le plein-emploi, politiques qui sous le choc de la crise étaient devenues inopérantes dans le cadre national. Mais en 1990 au Conseil européen de Lisbonne, les ténors de la troisième voie, Tony Blair et Gerhard Schröder, abandonnent cette option pour

promouvoir la nécessité d'adapter les valeurs et les politiques de la social-démocratie à la mondialisation jugée irréversible. « L'idéal de démocratisation de l'économie ayant disparu, explique Fabien Escalona, les sociaux-démocrates, dépourvus de tout leadership intellectuel et programmatique, se contentent de jouer les brancardiers de la guerre économique se déployant dans l'Union européenne et le monde. La différence avec les autres formations politiques ne se faisant que sur le terrain de la compétence gestionnaire et de la compassion. » Désormais, cette adhésion à la gauche libérale rapproche singulièrement les partis sociaux-démocrates européens de la gauche américaine. À une différence près : celle du maintien de l'héritage d'un État social qu'ils ne cherchent plus à théoriser ni même pérenniser. ■

* Sciences Po Grenoble et chercheur pour le Cevipol de l'Université libre de Bruxelles.

**Revue Europeana n° 4, « Les évolutions actuelles du système des partis politiques en Europe », Éditions L'Harmattan.